



La crise sanitaire, économique et sociale appelle des changements radicaux.

Cette rentrée sociale 2020 revêt un caractère tout à fait inédit. Cet été, le département des Pyrénées-Orientales a déjà subi les premiers effets de la crise, qui se caractérisent, par un net recul des embauches saisonnières, par la dégradation des conditions de travail, l'augmentation du chômage et de la précarité.

Dans la période, les mesures régressives portées par le Gouvernement n'ont qu'un objectif, celui de satisfaire le patronat et la finance. Celles et ceux qui travaillent et produisent les richesses, dont les salarié-es qui ont été particulièrement exposé-es et mis-es à contribution pendant le confinement, sont les premier-es sacrifié-es par les employeurs. Aujourd'hui, ces mêmes employeurs annoncent des plans de licenciements afin de maintenir le versement de dividendes pour les actionnaires et exigent de nouvelles exonérations de cotisations sociales et des baisses d'impôts.

Ce début d'année a confirmé les exigences communes qu'ont portées nos organisations lors de la lutte contre la réforme du système des retraites. Nos organisations condamnent toute nouvelle régression en matière de retraite et de protection sociale, notamment par le projet de loi de finances de la sécurité sociale (création de la cinquième branche, augmentation de la CSG, etc...). L'urgence sociale impose aujourd'hui tout au contraire, de préserver notre système intergénérationnel et d'envisager une protection sociale incluant la dimension professionnelle tout au long de la vie, des années d'études jusqu'à la retraite.

Plus que d'un plan de relance destiné aux actionnaires, c'est d'un changement radical des politiques menées en faveur de l'écologie, du climat et pour une autre répartition des richesses dont nous avons besoin.

Après avoir été loué-es pour leur sens de l'intérêt général et leur efficacité durant le pic de la crise épidémique, les agent-es de la Fonction publique figurent parmi les grand-es oublié-es du plan de relance gouvernemental. Dans la continuité de sa décision de maintenir le gel de la valeur du point d'indice, le gouvernement confirme ainsi sa volonté de poursuivre la mise en œuvre des mêmes politiques régressives déjà en cours avant le confinement.

Par ailleurs, la rentrée scolaire et universitaire inquiète fortement les jeunes, les familles et les professionnels, cela dans le cadre d'un protocole sanitaire ministériel illisible, préparé sans moyens supplémentaires et sans réelle prise en compte de la situation sanitaire. Aujourd'hui la santé et la sécurité de toutes et tous est une priorité, c'est pourquoi nous exigeons la mise à disposition gratuite de masques en quantité suffisante à l'ensemble de la population.

Les organisations syndicales CGT66, FSU66 et Solidaires66 affirment ensemble que la priorité doit être donnée à :

- la **préservation, la création en nombre d'emplois stables et qualifiés,**
- la **sortie de la précarité en particulier des jeunes travailleurs et travailleuses, des étudiant-e-s, avec leur mise en protection sociale,**
- l'**augmentation générale des salaires, du point d'indice, des pensions et des minima sociaux.**

Pour toutes ces raisons, l'intersyndicale CGT66, FSU66, Solidaires66 appelle à une grande journée de mobilisation, y compris par la grève, le jeudi 17 septembre à Perpignan comme partout en France.

RASSEMBLEMENT ET MANIFESTATION

JEUDI 17 SEPTEMBRE à 10h30 Place de la Victoire (devant le Castillet)

et à partir de 12 h devant la Préfecture.